

RACONTER GAZA, LOIN DE GAZA

Suite de la page 1

Le lourd blocus imposé par les autorités israéliennes à l'enclave palestinienne n'est pas perméable aux journalistes. Il y a pourtant urgence de documenter le mouvoir qu'elle est devenue. Le droit d'informer est directement menacé : au moins 96 journalistes, travailleurs et travailleuses des médias ont été tué-e-s (89 Palestiniens, 4 Israéliens, 3 Libanais) depuis début octobre*. Selon le calcul de la Fédération internationale des journalistes, 68% des journalistes tué-es en 2023 l'ont été dans la guerre entre Israël et le Hamas. Bloqués depuis trois mois aux postes-frontières comme le reste de la profession, les rédactions belges et leurs collaborateur-trices se démènent pour documenter une guerre qu'on leur interdit de regarder.

CORRESPONDANT DE PÉRIPHÉRIE

Installé dans un village près de Tel-Aviv, Nicolas Rouger est correspondant pour La Libre. Depuis le 7 octobre, ce journaliste breton est particulièrement sollicité et complètement bloqué. « Gaza n'a jamais été un territoire facile à couvrir, mais aujourd'hui, tout est bouclé. Si tu essaies de l'approcher de la frontière, tu te fais tirer dessus. » Comme d'autres reporters, il a tenté de déjouer le blocus médiatique en demandant à accompagner les organisations humanitaires. Soumises à des quotas stricts, toutes refusent pour embarquer des docteurs et responsables logistiques. Actuellement, la seule manière de pénétrer dans le territoire côtier palestinien est d'embarquer pour une excursion encadrée avec l'armée israélienne. À défaut de mieux et malgré les problèmes déontologiques d'un tel circuit, le correspondant de La Libre se dit prêt à monter à bord pour voir Gaza de ses propres yeux. Faut-il encore être invité.

« Si tu essaies de t'approcher de la frontière, tu te fais tirer dessus. »

« Les autorités israéliennes donnent la priorité à certains médias de certains pays. J'ai beau habiter ici, être en contact avec Tsahal depuis longtemps, vu que je bosse pour la presse écrite francophone, je n'ai encore reçu le moindre accès. »

Le blocus contraint Nicolas Rouger à proposer un « journalisme de périphérie ». Il documente les opérations militaires en Cisjordanie, analyse les échanges d'otages et sonde la population israélienne. Dans chacun de ses papiers, il tente de faire écho à la fois aux traumatismes israélien et palestinien. « Lors d'un reportage dans une imprimerie israélienne décimée en octobre, j'ai discuté avec une travailleuse

qui, malgré le gilet pare-balle à porter au boulot, rigolait. La vie avait enfin repris. Juste à côté de nous, l'artillerie tirait un obus toutes les dix minutes. La situation était absurde. On discutait normalement alors que des gens pouvaient mourir à chaque détonation. Ce n'était pas Gaza, mais ça racontait Gaza. »

Depuis Israël, le correspondant dit « se reposer » sur la relation de confiance établie avec ses clients. « Je discute beaucoup avec les rédactions, parce qu'elles ont un recul que je n'ai pas sur l'actualité et un regard complet sur la couverture que leur journal propose du Proche-Orient », explique-t-il. « Le moment est particulier pour moi. Je connais très bien le terrain, mais j'ai un énorme angle mort. [...] Tout ce qui se déroule à l'intérieur de la bande de Gaza, en fait, ce sont les rédactions qui s'en occupent. »

LES SOURCES INDIRECTES

Du côté de Bruxelles, les rédactions rencontrent certaines difficultés à décrire la gravité des événements. Pour pallier l'absence d'envoyés spéciaux au cœur de l'enclave palestinienne, les quatre médias sondés (RTBF, Le Soir, L'Écho, La Libre) ont multiplié les interlocuteur-trices intermédiaires à l'intérieur et à l'extérieur de celle-ci. « On a un vivier de correspondants en dehors de Gaza, mais toutes nos sources à l'intérieur sont indirectes », déplore Pauline Hofmann, cheffe du pôle International du Soir et journaliste en charge du Proche-Orient. « Les informations nous arrivent grâce aux journalistes gazaouis de l'AFP, via les organisations de l'ONU ou les ONG. » Aucune des rédactions contactées n'a jusqu'à présent établi de contact régulier avec un-e journaliste gazaoui-e, à cause de contraintes techniques plutôt qu'éditoriales, expliquent-elles. Le Soir a toutefois réussi à se procurer les carnets de bord de Hossam al-Madhoun, un metteur en scène palestinien. « Ses écrits sont extrêmement forts, mais nous avons dû discuter en interne avant de les publier.

En laissant un tel espace de témoignage brut dans une séquence si polarisée, nous savions que nous nous exposions. Il a fallu se demander si nous étions à l'aise avec la démarche et anticiper les remarques. Finalement, on a décidé de publier. Il est important de revenir au témoignage dans cette guerre. »

Pour le moment, malgré les journalistes tué-es et l'électricité qui disparaît, images et témoignages s'extirpent donc encore du territoire palestinien. Des informations plus ou moins honnêtes selon leur source. « Mais très souvent, nous devons utiliser des vidéos et des déclarations du Hamas ou de l'armée israélienne », constate Aurélie Didier, responsable éditoriale monde à la RTBF. « Le cas échéant, c'est toujours encadré et sourcé. Pour le journal télévisé, nous écrivons la source de l'image dans un bandeau et nous la répétons dans le commentaire pour accompagner le téléspectateur. » Une prudence de mise dans toutes les rédactions, qui craignent qu'un jour seuls les belligérants détiennent la communication autour de cette guerre. Sur certaines données cruciales comme le nombre de morts, l'absence de source indépendante provoque déjà de longues réflexions. « On va bientôt arriver à 20 000 morts dans la bande de Gaza », constate Pauline Hofmann**. « C'est un sujet délicat puisque ce bilan chiffré est donné par le Hamas, lui-même responsable de l'attaque terroriste qui a suscité la réaction israélienne. Malgré mes connaissances sur la matière, je viens de discuter quinze minutes avec mon collègue de la bonne manière de traiter cette donnée. Où sont les limites ? Quels sont les biais à éviter ? On discute énormément. »

TENSION AMBIANTE

Interrogé-es sur le blocus de Gaza en particulier, les journalistes élargissent la discussion, souvent dès la première question, à la polarisation du débat public. Impossible pour eux de faire fi de l'animosité ambiante et des critiques envers leur travail. La secrétaire générale



Des journalistes attendent sur le toit d'un bâtiment près du poste frontière de Rafah, le 24 novembre 2023, alors qu'un cessez-le-feu de quatre jours est entré en vigueur. Crédit : Mohamed Abed / AFP

du Conseil de déontologie journalistique, Muriel Hanot, confirme que les plaintes atteignent de nouveau une tendance similaire à celle enregistrée lors de la pandémie de Covid-19. « La particularité des dossiers relatifs à cette guerre est qu'ils sont parfois déposés par des citoyens. Des personnes qui reprochent souvent un non-respect de la vérité sans être directement concernées », observe-t-elle. Dorian de Meeûs, rédacteur en chef de La Libre, réceptionne directement les critiques des lecteur-rice-s dans sa boîte mail. À 3 000 kilomètres de Gaza, sa rédaction ne court pas forcément derrière les exclusivités, mais elle se doit d'être à jour sur l'actualité. Parce que c'est une des missions d'un quotidien, et que le moindre contretemps est épinglé. « Lorsqu'une information traîne à sortir, nous sommes vite accusés de cacher ou d'approuver un événement », explique le rédacteur en chef. Autre remarque récurrente adressée aux médias : l'impartialité. Lorsque la presse parle des bombes qui tombent à Gaza, on lui reproche d'oublier le 7 octobre. Lorsqu'elle identifie les otages israéliens, d'oublier les prisonniers palestiniens. Lorsqu'elle décrit les échanges entre les deux, de faire un amalgame. Des critiques qui accentuent la vigilance des responsables de services internationaux. « Certaines remarques sont amenées de manière constructive. On essaie alors d'y répondre et on rappelle notre indépendance éditoriale si nécessaire », tient à nuancer Quentin Joris, chef de la cellule Ecopol de L'Écho. « Évidemment,

la différence d'accessibilité des sources en Israël ou à Gaza ne facilite pas une couverture équilibrée du conflit. C'est un défi quotidien qui entraîne de longues réflexions. Parfois, les éditoriaux nous aident à amener de la nuance. » Pauline Hofmann complète : « Notre travail est de raconter ce qui se passe de part et d'autre. Les moyens et les espaces étant limités, on fait des choix qu'on espère équilibrés. Selon moi, le biais d'une couverture médiatique doit être questionné à moyen ou long terme, pas sur une semaine ou un article. Ça n'a pas de sens. »

ET TOI, ÇA VA ?

Gilles Toussaint, chef du service international de La Libre, glisse un dernier paramètre qui pèse sur la couverture médiatique du Proche-Orient : la fatigue psychologique qu'entraînent cette guerre et les précédentes. Une question plus personnelle a donc été posée à celles et ceux qui couvrent Gaza : comment allez-vous ? « Ça va mieux. Sincèrement, le premier mois et demi, c'était compliqué de travailler sereinement », partage Pauline Hofmann. « Au-delà des images sanglantes, c'est la perte de foi en l'humanité qui te percute quand tu entends tant de discours de haine. Tu as l'impression que tu as mis une distance, mais à

un moment ça te tombe dessus », ajoute Valentin Dauchot, journaliste à La Libre. « Et puis il y a ce grand écart entre la souffrance des gens que tu as au téléphone et ce qui ressort dans ton média, parce qu'une information en chasse toujours une autre. Ça aussi s'est compliqué. » À la RTBF, Aurélie Didier souligne l'importance d'en parler ouvertement face aux événements intenses qui se succèdent. « Ça concerne tout le monde, les envoyés spéciaux, les journalistes web, les assistants qui visionnent les images. Tous-tes peuvent être accompagnés psychologiquement, de manière gratuite et anonyme. Il faut le rappeler. »

Vincent de Lannoy

*décompte de la FIJ au 17/11/24

** interview réalisée début décembre 2023

SOUTENIR LES JOURNALISTES EN ZONE DE GUERRE

Les journalistes de Gaza payent un trop lourd tribut et exercent dans des conditions de dénuement indescriptible. Tout manque : de l'eau à la nourriture, au logement, au matériel. Leur travail est pourtant essentiel.

En Ukraine, nos collègues ont également besoin de soutien : matériel de protection, formations « safety », espaces sécurisés de travail...

La FIJ dispose d'un Fonds de sécurité (Safety Fund) dédié à ce soutien international. Vous pouvez y contribuer, par un don, même minime : IFJ Safety Fund - BE64 2100 7857 0052.

L'AGJPB (AJP et VVJ) a versé fin décembre 2000 € pour les journalistes de Gaza, et 2000 € pour les journalistes en Ukraine.

LE DERNIER METRO

L'histoire des débuts de Metro est un peu celle d'un cheveu tombé dans la soupe médiatique, avec un accueil très contrasté selon que l'on vivait au Nord ou au Sud du pays. En Flandre, l'arrivée d'un quotidien gratuit dans ce paysage a été reçue avec beaucoup d'intérêt et de curiosité. Enfin du sang neuf ! Après tout, cela existait ailleurs en Europe, pourquoi la Belgique ne s'y intéresserait-elle pas ? Du côté francophone, par contre, l'ambiance fut beaucoup plus hostile, avec des levées de boucliers de toutes parts.

Le leitmotiv à l'époque : « l'information ne peut pas être gratuite. Si elle est gratuite, elle ne peut donc pas être de qualité. » Les rédactions constituées de jeunes journalistes surdiplômés et surmotivés n'ont eu de cesse de montrer le contraire, même si cet a priori a eu la dent dure pendant longtemps. Cela pouvait même se voir au sein de la rédaction. Du côté néerlandophone, le 'turnover' fonctionnait à plein rendement. Les grandes rédactions flamandes puisaient en effet allègrement dans ce vivier qu'ils considéraient comme un gage de qualité et une excellente base pour passer au niveau supérieur. Mais c'était bien plus calme au sud.

Et donc, c'est le 3 octobre 2000 qu'ont été distribués les tout premiers Metro aux abords des gares et des stations de métro. C'était alors des stewards qui les offraient aux passants, les accords avec la Stib et la SNCB étant toujours en cours de finalisation, et il manquait en plus les présentoirs. L'objectif était de proposer toute l'actualité nationale et internationale en une vingtaine de pages et près de 140 articles, à une population active que l'on avait ciblé entre 18 et 35 ans. De très nombreuses rubriques viendront par la suite s'ajouter (Soundcheck, Lifestyle, Time Out, Jobtime, Feelgood, Games...), assorties d'interviews du monde politique, sportif, musical et culturel. Les premières semaines ont été un peu mouvementées, entre le procès gagné contre Metro International et les lettres de menaces parfois accompagnées d'un rat dans la boîte aux lettres. Mais Metro a tenu le cap et a très rapidement trouvé son public.

Une année plus tard, les présentoirs ont enfin fait leur entrée. Mais Metro était victime de son succès, les gens se plaignaient qu'à 8h ils n'en trouvaient déjà plus. La direction décidait alors de passer de 160.000 à 200.000 exemplaires. Il n'aura donc fallu qu'une petite année pour que Metro ne devienne le troisième journal le plus lu du pays, et ce n'était qu'un début. Une rubrique en particulier restera gravée dans la mémoire des navetteurs, jusqu'à la



Crédit: Philippe Turpin / Belpress

fin d'ailleurs : le Kiss'n'Ride, cette sorte de Tinder avant l'heure qui aura même connu son lot de mariages. Metro n'a pas manqué non plus d'être une terre d'expérimentation, entre des 'unes' créées par des artistes contemporains, des exemplaires sentant le « gazon fraîchement coupé », des numéros spéciaux (Karl Lagerfeld, Mur de Berlin, Lady Gaga, « baskets du futur », etc.) et un rapport très actif au web dès le lancement afin de créer des ponts entre le réel et le virtuel. Metro avait pour vocation d'être un journal de son temps.

Une rubrique en particulier restera gravée dans la mémoire des navetteurs : le Kiss n'Ride, cette sorte de Tinder avant l'heure qui aura même connu son lot de mariages.

Mais l'argent est évidemment le nerf de la guerre. Le 2 octobre 2020, le quotidien fêtait ses 20 ans en adoptant un nouveau format. Malheureusement le Covid était déjà passé par là. Le monde de la presse sait qu'en matière de rentrées publicitaires, une année

n'est pas l'autre, et que six mois florissants peuvent être suivis de six autres de vache maigre. Et cela se ressent bien plus encore quand le produit est gratuit.

Tout au long de son histoire, Metro aura connu des pics stratosphériques dans son lectorat. Et pourtant certaines années restaient bien plus contrastées que d'autres au niveau financier. Depuis 2003, Metro (sous le nom de Mass Transit Media) était détenu par le groupe francophone Rossel et son pendant flamand Mediahuis NV. Le 21 décembre 2020, le premier décidait de racheter les soldes des actions (50%) à l'autre actionnaire afin de « pouvoir profiter de synergies plus fortes grâce à son adossement au Groupe Rossel ». Mais visiblement, les habitudes du lectorat et du marché publicitaire ont été chamboulées par la crise. Et Metro ne s'en relèvera pas. Le 23 octobre 2023, le groupe décidait d'arrêter les frais et de mettre un terme à une belle aventure. La rédaction francophone, qui était dotée d'une dizaine de journalistes à son pic, se composait alors de trois salariés (dont un mi-temps) et de trois freelances. A l'heure de conclure ces lignes, il était question de les garder au sein du groupe. Les discussions étaient en cours.

Pierre Jacobs

WILSON FACHE, PREMIER LAURÉAT BELGE

Discret, souriant, accessible, Wilson Fache n'en est pas moins un professionnel aguerri. A 31 ans, il vient de sortir de l'ombre en remportant, en France, le 85e prix Albert Londres pour la presse écrite. Une reconnaissance prestigieuse de son travail mené depuis des années en terrain hostile : Irak, Palestine, Syrie, Afghanistan, Ukraine.

Suite de la page 1



Ukraine, région de Kharkiv, avril 2022. Crédit: Justin Yau

Comment faut-il qualifier votre travail ? Êtes-vous un reporter de guerre ?

J'ai longtemps refusé de me considérer comme un reporter de guerre. J'étais correspondant au Moyen-Orient et il n'y avait pas la guerre partout. Ensuite effectivement j'ai commencé à aller en Afghanistan puis en Ukraine. Reporter de guerre, oui, mais je préfère reporter tout court. Parce que je ne vais pas seulement sur la ligne de front mais en deuxième, troisième ligne. Beaucoup auprès des civils, avec des sujets variés sur la culture, l'économie, les relations interpersonnelles...

Comment a commencé votre carrière ? Sur ces terrains la concurrence est rude ?

En tant qu'indépendant francophone en zone de conflit il n'y a pas tant de journalistes que cela. Il y a de la place pour tout le monde. Très rapidement j'ai dû aller voir au-delà des médias belges ; ce qu'ils me payaient n'était pas suffisant pour en vivre. Je me suis ouvert aux médias francophones, français, libanais, suisses, québécois. Et aux médias anglophones qui prennent plus facilement un sujet s'il est bien « pitché ».

Est-il nécessaire d'être polyvalent ?

Oui et comme j'ai fait l'Ihecs j'ai bénéficié d'une approche très pratique du journalisme. J'y ai fait de la radio, de la photo, de la TV, du montage... Cela m'a permis d'être directement opérationnel

sur le terrain. En tant qu'indépendant c'est pratiquement impossible de ne faire que de la presse écrite, même si c'est ça que je préfère.

Vous faites tout vous-même ou vous travaillez avec une équipe ?

J'ai longtemps travaillé seul, aujourd'hui ça dépend. Je filme parfois avec mon téléphone, parfois je travaille avec un JRI.

Qu'en est-il du temps de préparation des reportages, la documentation, la sécurité... ? Comment financer cela ?

L'avantage maintenant c'est que j'ai acquis des connaissances. Je vais en Irak depuis 2015, en Israël et dans les territoires palestiniens depuis 2018, là je suis en Ukraine pour la troisième fois, donc le temps de préparation de mes reportages n'est pas très long. Je connais le contexte, j'ai des contacts, chaque nouveau voyage est plus facile et plus court à préparer. Mais effectivement, au début il y a un gros travail de préparation qui n'est pas rémunéré quand on est indépendant. Ça peut représenter des jours de travail.

Comment finance-t-on alors ce journalisme de terrain ?

Les piges que je fais en TV paient quasiment mes reportages de presse écrite. Ensuite il y a des bourses (de la vocation, du Fonds

pour le journalisme), des prix de temps en temps (3.000 € pour le prix Bayeux, 5.000 du prix Albert Londres), qui servent à préparer et payer mes reportages.

Le fait d'avoir gagné le prix Albert Londres ça va changer quelque chose dans votre travail ?

J'ai ressenti un impact assez immédiat : une editrice m'a contacté pour un projet de livre, des opportunités professionnelles s'offrent à moi maintenant, oui. Je viens de travailler pour Paris Match en Ukraine, ce qui est nouveau.

En terrain hostile, de guerre, auprès des victimes de bombardements, est-il aisé de garder sa distance journalistique par rapport à une certaine empathie que l'on pourrait ressentir ?

Sur le terrain je rencontre différentes sources et ce qui me préoccupe le plus c'est l'honnêteté. Chaque reportage permet de découvrir une perspective particulière, à un moment et à un endroit précis. Ces perspectives-là sont forcément subjectives. En Afghanistan j'ai rencontré des villageois pro-talibans mais je contextualise la rencontre. C'est important de donner à voir ce point de vue là aussi. Si je suis d'accord ou pas, importe peu. La démarche du reporter est subjective, oui, mais ce qui compte le plus c'est l'honnêteté, la vérification des faits, et une contextualisation pertinente.

Pour terminer, quel message souhaitez-vous faire passer aux jeunes journalistes belges indépendants ?

Il faut être soutenu au départ. Pour ma part j'ai vraiment bénéficié d'un soutien familial important. Je n'étais pas financièrement indépendant pendant toutes les premières années. Il m'a fallu 3-4 ans pour m'en sortir comme indépendant. Et encore aujourd'hui je suis partiellement dépendant de mes parents. Ils m'apportent un filet de sécurité. Si je me casse la jambe demain et que je ne peux partir en reportage, qu'est-ce que je fais ? Je n'aurai plus de rentrées financières. Pour d'autres journalistes il doivent compter sur leur conjoint. Je n'ai pas trop de mots réconfortants. Mais aucun regret, je fais le métier de mes rêves.

Jean-Pierre Borloo